

# LETTRÉ D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 249

28 février 2012

## Remodelage du Proche-Orient avec une guerre mondiale à la clé

Dans son numéro 172, de mars 2004, l'AFS (Action Familiale et Scolaire) publiait un article intitulé *Le mondialisme après le 11 septembre 2001*. Le remodelage du Proche-Orient y était évoqué et son contenu est complémentaire aux éléments donnés dans le numéro 225 de LIESI.

En 1982, Israël Shahak commentait un document d'Oded Yinon (ancien fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères) : *Stratégie pour Israël dans les années 80*. Ces quelques extraits sont à rapprocher des événements géopolitiques actuels.

*« Aujourd'hui s'ouvrent à nous d'immenses possibilités de renverser totalement la situation, et c'est ce que nous devons accomplir dans la prochaine décennie, sous peine de disparaître en tant qu'Etat. [...] Démanteler l'Egypte, amener sa décomposition en unités géographiques séparées : tel est l'objectif politique d'Israël sur son front occidental dans les années 80. [...] Si l'Egypte se désagrège, des pays tels que la Libye, le Soudan, et même des Etats plus éloignés, ne pourront pas survivre sous leur forme actuelle, et accompagneront l'Egypte dans sa chute et sa dissolution ».*

Un plan de remodelage du Liban était également concocté. D'où, en 1982, l'attaque du Liban par Israël. Ses troupes quitteront cependant la région en 2000, en pleine déroute. En juillet 2006, au mépris du droit international, les leaders israéliens s'en prennent de nouveau au Liban. Nouvelle défaite !

Concernant la Syrie : *« La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogène, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front est ; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats ».*

Les stratèges israéliens programmaient donc le morcellement de la Syrie en plusieurs Etats, jouant sur les communautés ethniques. Les événements tragiques de la Syrie sont l'application de ce plan cynique. Autrement dit, l'implication des gouvernements occidentaux dans le renversement d'El Assad traduit une allégeance servile des Occidentaux aux vils intérêts du Grand Israël. Les Juppé, Clinton, etc., ne font qu'exécuter les plans de la Synagogue.

S'agissant particulièrement de l'Irak, ce fut – on le sait – l'une des premières cibles. « Pays à la fois riche en

pétrole et en proie à de graves dissensions internes, c'est un terrain de choix pour l'action d'Israël. Le démantèlement de ce pays nous importe plus encore que celui de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie ; à court terme, le pouvoir irakien est celui qui menace le plus la sécurité d'Israël. **Une guerre [...] désintégrera l'Etat irakien avant même qu'il ne puisse se préparer à une lutte contre nous ».**

Puis le programme d'Oded Yinon évoquait l'avenir de la Palestine et de la Jordanie. Nous étions donc **au début des ANNES 80**.

**En 2001**, le général Clark (ancien commandant général de l'US European Command) se rend au Pentagone. Un contact lui explique que ses supérieurs ont programmé le contrôle de sept pays en cinq ans : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et l'Iran. En 2007, lors d'une interview, le général cinq étoiles affirme que cette rencontre a eu lieu dix jours après le 11 septembre 2001. Il s'est alors entretenu avec le secrétaire à la Défense (Rumsfeld) et le secrétaire adjoint Wolfowitz (proche des Rockefeller à la Commission Trilatérale). Il apprend que le complexe militaro-américain va mettre en scène le scénario d'Oded Yinon !

Question du général Clark à un haut officier : *« Mais pourquoi ? »* Réponse : *« Je ne sais pas ».* *« Je pense qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre... »*<sup>1</sup> Quelques mois après, la même rencontre a lieu et le général Clark lit un document confidentiel sur lequel il est mentionné le nom des pays que les Etats-Unis agresseront : *« Irak, Syrie, puis le Liban, ensuite la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran ».*

Le général Clark, qui fut responsable (en tant que chef de l'Otan) du dépeçage de la Yougoslavie et de la balkanisation de l'Europe, ne devrait pas être si surpris que ce scénario de balkanisation du Proche-Orient<sup>2</sup>

<sup>1</sup> En réalité, ils savent très bien ce qu'ils font. Cela recoupe ce que disait Michael Ledeen dans son livre *The War against the Terror Masters* (La Guerre contre les Maîtres de la Terreur) : *« Nous ne voulons de stabilité ni en Irak, ni en Syrie, ni au Liban, ni en Iran ou en Arabie saoudite. Nous voulons que les choses changent. La question n'est pas de savoir s'il faut déstabiliser, mais comment le faire ».*

<sup>2</sup> En Syrie, c'est bien un scénario yougoslave que l'on veut réaliser. *« On cherche à déclencher une guerre civile pour créer des divisions ethniques, politiques et religieuses, menant à l'éclatement du pays. Déjà dans l'ex-fédération yougoslave, en Bosnie et au Kosovo, l'objectif avait été atteint grâce à la création d'organisations paramilitaires armées (comme l'UCK) similaires à l'ASL... »*, cette dernière étant dirigée par

s'applique à l'une des régions les plus explosives du globe. Ce programme n'a rien de nouveau. Il fut en effet dévoilé il y a une soixantaine d'années par l'officier W.G. Carr, auteur *Des Pions sur l'Échiquier*. Les sionistes n'ont fait que réécrire, pour les militaires américains, ce que les financiers du sionisme avaient peaufiné entre Hitler et Vladimir Jabotinsky, en vue de la création de l'Etat d'Israël. Ces familles oligarchiques contrôlent la politique du Département d'état des Affaires étrangères, par l'intermédiaire du CFR (Council on Foreign Relations). Hillary Clinton, bien plus élevée que Bill Clinton dans la confrérie occulte, a eu l'occasion d'avouer que c'était au CFR que se décidait la politique étrangère du gouvernement américain. D'ailleurs, en 1992, Bernard Lewis (très proche de Z. Brzezinski et considéré par la diaspora juive en Amérique comme un géant de la géopolitique<sup>3</sup>) écrit de nombreuses pages dans la revue *Foreign Affairs* du CFR, où il annonçait : « **C'en est fini de l'Etat-nation dans la région du Moyen-Orient** ». Les groupes identitaires sont en effet plus malléables que les structures étatiques elles-mêmes. Six ans plus tard, c'est ce même Lewis (soutenu par des milliardaires israéliens appartenant au Groupe Méga et dont Edgar Bronfman est le chef de file) qui catapultera Oussama Ben Laden dans le milieu des affaires étrangères, le présentant comme un partisan sérieux de l'Islamisme militant et dominant. On connaît la suite, du moins selon la version officielle du 11-Septembre. Quant à Samuel Huntington, le lanceur du « choc des civilisations », il eut pour mission de théoriser ce plan pour le grand public.

### **Les Occidentaux Imposeront-ils leur religion maçonnique au reste du monde ?**

Ce plan des réseaux décisionnels occidentaux n'est pas inconnu de Vladimir Poutine, représentant du *bloc de commandement russe*. Poutine connaît en effet précisément le scénario que les banquiers internationaux entendent faire exécuter aux marionnettes siégeant à Washington, ainsi qu'à leurs complices, à la tête des Etats vassaux. Dans le précédent numéro, nous avons vu que Poutine jugeait urgent d'envoyer des messages plus clairs aux dirigeants occidentaux. Il faut rappeler que Poutine a personnellement vécu la chute de la RDA. En

décembre 1989, tandis qu'une foule vitupérait devant l'état-major du KGB, à Dresde, il brûlait des documents compromettants. Il a ensuite vu le destin réservé à ses collègues de la Stasi.

Poutine appartient à cette génération où le perdant perd tout ce qu'il a constitué durant des années. Et il connaît son ennemi. Depuis quelques semaines, le leader russe explique que la principale menace militaire pour la Russie n'est pas la Syrie ou l'Iran, mais l'OTAN. Au cours de plusieurs interventions médiatiques récentes, Poutine a dit qu'il n'a « **désormais plus aucun doute sur le fait qu'une guerre est quasiment inévitable et que nous devons y être préparés** ». Comme l'exprimait récemment un proche de Poutine à l'intention de Dmitri Medvedev : « *Il a compris qu'il a affaire à une bête féroce, cynique, impitoyable, prête, pour résoudre ses problèmes financiers domestiques, à commettre n'importe quel crime en n'importe quel coin du globe* ». Maintenant, la Russie va chercher à établir son leadership militaire et stratégique en Asie centrale et dans le Caucase. Il est très probable que Moscou contribue officieusement à chasser les Occidentaux d'Afghanistan.

Il y a quelques mois, un diplomate occidental confiait : au moment où l'Occident, et tout particulièrement l'Europe de l'Ouest, s'approche du gouffre, Poutine promet un développement extensif, par l'investissement de nouveaux marchés, et surtout la progression de la présence russe. Poutine compte profiter de l'évident affaiblissement de l'Union européenne pour lancer une contre-offensive expansionniste, afin de restaurer une certaine forme d'Empire. Le projet d'union eurasiennne est la seconde tentative d'intégration, après l'instauration de la CEI, depuis l'éclatement de l'URSS.

Face à cela, le plan des Occidentaux ressemble à une fuite en avant. Les militaires du *bloc de commandement de l'Ouest*, confiants dans leur haute technologie, semblent assurés du triomphe. Ils ont cependant oublié le facteur humain et quelques points clés, fort bien connus des anciens maîtres du KGB... et donc de Poutine. L'opposition des Russes aux événements syriens n'est absolument pas quelque chose d'anodin. Elle intervient à un moment stratégique où l'Occident est en déclin prononcé et il va s'accélérer au fil des mois pour l'Europe de l'Ouest. D'un autre côté, il devient urgent de trouver un compromis entre les blocs pour éviter un dérapage au Moyen-Orient.

### **Le Comité X mandate Henry Kissinger auprès de Poutine**

Qui a entendu parler de la rencontre Kissinger/Poutine du 20 janvier 2012 ? Pourquoi un vieux retraité de la politique américaine rencontre-t-il le probable futur président russe ? La vérité est que ces hommes

Abdelhakim Belhaj, chef historique d'Al Qaida en Libye (déjà sacré gouverneur militaire de Tripoli par l'OTAN) !

<sup>3</sup> Le 19 février 1996, Lewis se rendait à Jérusalem pour ouvrir le neuvième sommet annuel du B'nai B'rith Mondial. Son fils, Michael Lewis, est directeur d'un centre américano-israélien majeur qui constitue l'une des plus importantes sources de propagande et de désinformation, saturant le Congrès et les médias américains en faveur du *Choc des Civilisations* que son père encourage depuis des décennies.

représentent des puissants qui ne veulent pas s'exposer.

Participant depuis de nombreuses décennies aux réunions des clubs mondialistes (Council on Foreign Relations, Bohemian Club, Commission Trilatérale ou Groupe Bilderberg), Henry Kissinger n'a cessé d'œuvrer à la réalisation des plans supranationaux des oligarchies financières apatrides, sans oublier ceux du puissant Kahal, qui un moment le fit déchoir de la position la plus élevée qu'il avait pu atteindre.

Durant plus de trente ans, Henry Kissinger a participé aux réunions secrètes réunissant les personnalités les plus influentes dans la marche des affaires mondiales. Mais Kissinger présente une caractéristique tout à fait singulière, laquelle renforce l'analyse de LIESI quant à l'existence d'un *Comité X*. A la fin des années soixante-dix, feu Sylvain Payrau, professeur d'histoire à l'Université de Poitiers, fit une confidence à l'un de ses élèves. Le genre de révélation qui change radicalement la vision classique que l'immense majorité des gens se font de l'Histoire. Une confidence qui confirme le mot de Balzac, à l'époque où ce dernier fréquentait les Rothschild : « Il y a deux histoires : l'histoire officielle, menteuse, puis l'histoire secrète, où sont les véritables causes des événements ». En fait, Sylvain Payrau évoquait un épisode étrange qui lui avait été rapporté par le roi Hussein de Jordanie<sup>4</sup> !

« Suite à la guerre arabo-israélienne de 1973<sup>5</sup>, à une époque où les Soviétiques étaient "conseillers militaires" de la Syrie, des "pourparlers de paix" se tinrent en Jordanie, avec participation, outre les belligérants, des Etats-Unis et des Soviétiques. Le roi Hussein de Jordanie<sup>6</sup> servait de modérateur. Un certain jour, le représentant russe étant absent, Hussein se préparait à lever la séance, **mais Kissinger, représentant américain, sortit alors le pouvoir que lui avait donné le Russe, si bien que la réunion put se tenir comme prévu** ».

Ce témoignage exceptionnel renforce les allégations de feu Pierre de Villemarest : **Henry Kissinger a été un agent double** missionné par un cercle très restreint d'initiés, chapeautant les deux blocs Est/Ouest !

<sup>4</sup> « Il nous a cités cette anecdote avec le roi Hussein de Jordanie, qui n'a pu sauver sa monarchie qu'en acceptant ou en participant activement à la mission qu'il lui était demandée d'accomplir entre les deux blocs Est et Ouest ».

<sup>5</sup> ... dite guerre du Kippour, puisque l'attaque simultanée par les Syriens et les Egyptiens surprit les Israéliens en pleine fête de Yom Kippour, le 6 octobre 1973, et les contraignit à reculer, ce qui créa un choc psychologique considérable.

<sup>6</sup> Son pays avait perdu 50 % de son potentiel économique avec l'occupation de la Cisjordanie (par Israël) en 1967, lors de la précédente guerre dite "des Six Jours".

Cette information, absolument providentielle, permet de prendre de la hauteur pour apprécier objectivement la puissance des factions agissantes, les vrais décideurs.

Poutine n'est pas le maître de Russie, mais simplement LE représentant du *bloc de commandement russe*. En 1999, quand un représentant de La Famille (Eltsine) vint lui demander, au cours de ses vacances sur la Côte d'Azur, s'il consentait à devenir le successeur de Boris Eltsine, Poutine demanda quelques heures de réflexion. Que fit-il durant ce laps de temps ? Haut officier du KGB, habitué à obéir depuis qu'il est intégré dans les services secrets russes, Vladimir Poutine interrogea ses mentors. Ensuite, seulement, il accepta la proposition qui lui était faite. Quelques mois plus tard, devenu président de la Russie, il convie les plus hautes éminences du KGB, les fils spirituels de feu Andropov, et clame du haut de la tribune : « **Nous avons repris le pouvoir !** » Tout était dit... et les *idiots utiles* de l'Occident n'ont encore rien compris... douze ans après !

### La réunion du 20 janvier 2012 : la recherche d'un compromis !

A Moscou, cette réunion a donc réuni un émissaire très spécial du *bloc américain* et Poutine, représentant du *bloc de commandement russe*. La presse moscovite a présenté Henry Kissinger comme « l'un des principaux artisans de la politique de détente avec l'URSS et la Chine dans les années 1970 ». C'est un message du point de vue géopolitique !<sup>7</sup> Alors simple conseiller du Président américain, c'est Kissinger qui, le premier, s'était rendu à Pékin pour y préparer la visite de Nixon, en février 1972. C'est lui encore qui négocia la paix avec le PC du Nord-Vietnam (prélude à l'abandon du Sud) et qui, à ce titre partagea avec le ministre communiste Le Duc Tho le Prix Nobel de la paix, en 1973. Les communistes (et assimilés) savent bien qu'ils n'ont rien à craindre d'un tel homme !

Dans un exposé, l'ex-secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, a conseillé à l'administration de Barack Obama d'élargir la coopération avec la Russie. « **Je ferai tout pour soutenir des relations constructives avec la Russie** », a-t-il dit lors d'un colloque organisé par l'ambassade russe à Washington à l'occasion du 100<sup>ème</sup> anniversaire de l'ancien ministre soviétique des Affaires étrangères Andreï Gromyko. Une anecdote intéressante : Henry Kissinger est coprésident du

<sup>7</sup> Ces dernières années, Poutine et Kissinger se sont fréquemment rencontrés. En 2007, lors d'une interview, Henry Kissinger a dit que Poutine était « *extrêmement intelligent* ». Réponse de l'ancien patron du KGB : « **Lui et moi, nous nous comprenons bien** ». A la lumière de notre analyse, on devine ce que cela signifie.

<sup>8</sup> Cette coopération est importante en vue d'une réforme monétaire internationale.

groupe des Sages russo-américain dont le chef de la Chambre de commerce et d'industrie, Evgueni Primakov (ancien haut responsable du KGB - Ministre des Affaires étrangères de janvier 1996 à septembre 1998), est coprésident pour la Russie. Bien que retiré et absent des informations courantes, Primakov – qui parle arabe – est actuellement un émissaire très actif de l'entourage de Poutine au Proche-Orient. D'où son surnom de *Lawrence d'Arabie soviétique*. Comme l'exprime l'une de nos sources : « *PRIMAKOV est la face arabo-orientale et KISSINGER la face israélo-occidentale de la même pièce. La Russie prend l'Europe occidentale, le Grand Israël accapare la partie géographique allant du Proche-Orient à l'euro-méditerranée ; la Chine obtient l'Asie du Sud Est ; et les Etats-Unis disposent de l'Amérique* ».

Dmitri Peskov, porte-parole de V. Poutine, a indiqué que « la rencontre privée » avait duré une quarantaine de minutes, mais il n'a pas donné de détails sur la teneur des discussions<sup>9</sup>, a rapporté la presse russe.

<sup>9</sup> Selon les propres informations de LIESI, il a été confirmé que les Etats-Unis donnaient l'Europe occidentale à la Russie et que l'Allemagne serait un allié de la Russie dans cette entreprise. D'ailleurs, la plus importante agence de notation a pour consigne de ne pas toucher à la note de la dette allemande. Quant à Angela Merkel, elle pourra poursuivre sa marche à petits pas vers Poutine, jusqu'à la sortie de l'Allemagne de l'euro. Le grand tournant devrait survenir, quand le Parlement français passera sous le contrôle des Rouges. Nous aborderons ce point dans le prochain numéro.

Dans cette opération, Poutine pourra compter sur J.-C. Juncker, chef du gouvernement luxembourgeois, mais surtout Président de l'Eurogroupe (réunissant chaque mois les ministres des Finances des pays de la zone Euro), dont beaucoup ignorent les excellentes relations établies entre les deux personnages depuis dix ans. En effet, lors d'une rencontre entre les deux hommes, en avril 2008, Poutine a dit : « *Le Luxembourg, bien sûr, n'est pas un grand pays par sa taille, mais c'est 30 milliards de dollars d'investissements dans l'économie russe. Et en général, je tiens à te dire, Jean-Claude, que je suis content de te voir* ». Réponse de Juncker : « *J'ai toujours considéré que la Russie fait partie de l'architecture européenne, et j'ai toujours été convaincu qu'un partenariat stratégique est indispensable et pour vous et pour nous. Il est indispensable que la Russie et l'Union européenne se parlent franchement et gardent toujours à l'esprit et dans leur cœur le sentiment d'amitié qui nous unit* ». Or, par le passé, LIESI a eu l'occasion de démontrer que l'Union européenne était peuplée de taupes œuvrant, sous le titre significatif de COMMISSAIRES (du peuple ?), aux intérêts du bloc de commandement russe.

Avec la gestion financière de la Grèce et des autres pays qui suivent la voie d'Athènes, J.-C. Juncker joue un rôle majeur dans la désintégration de l'économie européenne. Les mesures d'austérité précipitent le chômage et créent les conditions nécessaires à l'établissement d'un pouvoir ROUGE, d'une révolution dans laquelle les Russes pourraient ultérieurement intervenir comme sauveurs.

Ajoutons encore un détail important : le 27 mars 2012, Dominique Strauss-Kahn (ex-patron du Fonds monétaire international, débatta des « *leçons de la crise économique mondiale* » au Parlement européen, aux côtés du président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. « DSK devra sans doute

Henry Kissinger a indiqué que les relations entre les Etats-Unis et la Russie revêtaient une « *importance cruciale au niveau mondial* » et il a émis l'espoir que les relations continuent de s'améliorer, a rapporté l'agence de presse *Interfax*.

### **La détente annoncée... survient le 7 février 2012**

Tandis que certains Etats arabes (tout particulièrement l'Arabie saoudite<sup>10</sup> et le Qatar), alliés aux sionistes, cherchent à liquider le pouvoir syrien en finançant des mercenaires issus des milieux extrémistes sunnites, une importante délégation russe a foulé le sol syrien le 7 février 2012. Cette délégation était surtout composée de spécialistes du renseignement russe, lesquels ont discuté avec d'autres experts de services secrets de différents gouvernements régionaux. « Au palais présidentiel, la délégation russe a rejoint des délégations d'autres Etats, notamment de la Turquie, de l'Iran et du Liban. Une série d'accords a été conclue pour le retour à la paix. La Syrie a restitué 49 instructeurs militaires (turcs) faits prisonniers par l'armée syrienne. La Turquie est intervenue pour faire libérer les ingénieurs et les pèlerins iraniens enlevés...

**La Turquie a cessé tout soutien à l'Armée syrienne libre** et a livré son chef, le colonel Riad el-Assad. La Russie, qui s'est portée garante des accords, a été autorisée à réactiver l'ancienne base soviétique d'interception du Mont Qassloum.

Le lendemain, le département d'Etat des Etats-Unis a informé l'opposition syrienne en exil qu'elle ne devait plus compter sur une aide militaire américaine ». Dans le même temps, les prix du pétrole ont commencé à léviter vers le haut, pulvérisant des niveaux jugés importants par un trader talentueux. Or,

justifier sa comparaison, fort critiquée, entre la zone euro et un radeau sur le point de sombrer ». Il y sera notamment question de la crise de la dette actuelle pour les générations à venir. Vaste programme...

<sup>10</sup> L'objectif recherché est l'instauration d'une dictature (pardon démonocratie !) sous la coupe de la branche wahhabite de l'islam. Bien sûr, les politiciens occidentaux applaudissent les combattants de la mouvance Al Qaïda, venus défendre les valeurs de la démonocratie auprès des forces de l'Armée syrienne libre. En France, ces mêmes politiciens distribuent des terrains pour la construction de mosquées, financées par les réseaux wahhabites, accusés pourtant, hier encore, d'être impliqués dans les attentats du 11-Septembre ! Ces mêmes politiciens, qui pratiquent sans scrupule le racisme anti-blanc, flagornent les réseaux salafistes syriens qui inventent des crimes où les preuves sont manquantes ! Mais qu'importe puisque les démocrates de l'Occident ont l'art de transformer les mensonges en vérités médiatiques. De telles voltes-faces, comme à l'égard de Khadafi en 2011, montrent bien que la diplomatie classique, fondée sur de grandes constantes historiques, a cessé d'être. Aujourd'hui les « diplomates » seraient bien incapables d'expliquer les raisons de ce qu'ils font : comme les politiciens, ils obéissent à des consignes dont le plan général leur échappe.

aucun événement géopolitique connu ne justifie ces mouvements ! Les Russes pourront en profiter... et la facture énergétique sera plus lourde pour l'Europe de l'Ouest.

Par la suite, les services secrets syriens ont arrêté une brigade française de transmission, composée de 120 militaires, à Zabadani. Craignant que cette affaire ne soit ébruitée et devienne un scandale en pleine période électorale, Alain Juppé aurait été chargé par le président Sarkozy de négocier avec son homologue russe, S. Lavrov, pour trouver une solution de sortie *honorable* ! (Source : *Irib*)

Peu de temps après, Poutine promettait aux Russes un réarmement « *sans précédent* » du pays, le plus important depuis la dissolution de l'Union soviétique, en décembre 1991. Objectif : offrir à une armée « *sous-financée* », et dont la plupart des matériels sont frappés d'obsolescence, les moyens de « *faire face aux menaces du monde moderne* ». Pour servir cet ambitieux dessein, pas moins de 770 milliards de dollars (environ 581 milliards d'euros) devraient être investis au cours des dix prochaines années, rapporte *The Moscow News*. Cette stratégie n'est bien évidemment pas dénuée d'arrière-pensées, à la fois sur le plan intérieur et en termes de politique étrangère, à la lumière des événements en Syrie et du déploiement, par les Etats-Unis et l'OTAN, d'un bouclier antimissile en Europe.

« *L'époque exige une politique déterminée de renforcement du système de défense aérien et spatial du pays. C'est la politique des Etats-Unis et de l'Otan en matière de défense antimissile qui nous y pousse* », a déclaré Poutine au journal officiel *Rossiiskaïa Gazeta*. Cela dit, les analystes occidentaux ont peut-être raison d'être sceptique quant à la faisabilité de ce projet. Qu'en est-il de l'état réel du complexe militaro-industriel, qui a vu la part de ses employés qualifiés et ingénieurs réduite à la portion congrue ? Une certitude cependant : **Poutine va bénéficier de recettes majeures avec l'envolée des prix du pétrole et du gaz, que les amis de Kissinger mettent en œuvre sur les marchés internationaux.** Pour votre chauffage, prévoyez un prix du baril à plus de 200 dollars dans les vingt-quatre prochains mois, c'est-à-dire plus de 2,50 euros à la pompe (et le prix équivalent pour le litre de fioul domestique).

### **Une armée de terroristes irano-irakiens**

Tandis que les moulins à propagande de l'Occident parlent de *printemps arabe*, nous risquons d'assister à un réveil islamique. En outre, au lieu de mettre en avant les faiblesses de l'armée iranienne, l'on ne doit pas négliger l'influence des Pasdarans. En effet, l'Occident a témoigné de faiblesses évidentes en matière de guerre de basse intensité.

Lorsque s'effondrait le pouvoir de Saddam Hussein, près de trois cents Iraniens des services secrets des Pasdarans, se sont infiltrés en Irak avec des armes légères et des moyens de communication ultramodernes. Dans un deuxième temps, deux à trois milles exilés irakiens venus d'Iran, sont retournés en Irak et ont réussi à intégrer les services américains qui s'occupaient de pourvoir le pays en eau potable, alimentation, soins médicaux. Plusieurs vrais irakiens, mêlés à des Iraniens pourvus de faux papiers, ont acheté des maisons et se sont ainsi intégrés à la population. Ils ont obtenu des responsabilités dans les services administratifs rétablis.

Hazim el Shalan, qui fut ministre de la Défense de la nouvelle administration irakienne, est de ceux qui étaient au courant de cette opération subversive. Il en a averti les Américains. Déçu par eux, il a fini par démissionner de ses fonctions et s'est réfugié en Angleterre.

En 2004, les unités de renseignement iraniennes implantées dans le pays ont amorcé une deuxième opération : offrir une instruction militaire avec solde aux Irakiens. Dans le Diyala, une région semi-désertique limitrophe de l'Iran, deux à trois milles irakiens, tous venus des régions de Najaf, Korbala, Diwaniyah et Bassorah, ont ainsi reçu cent à deux cents dollars par mois. Ils ont ensuite été incités à s'enrôler dans la police ou dans la nouvelle armée irakienne.

Les Pasdarans ont aussi sélectionné les meilleurs éléments pour leur faire suivre des cours d'officiers. Ce recrutement s'est accompagné de trafic d'armes et d'explosifs à destination des vrais irakiens ou d'origine iranienne en place en Irak. L'ampleur et la réussite de l'opération menée par les Pasdarans expliquent les nominations ou promotions à Téhéran. Nommé à cette époque, le général-major Abdallah Salehi est un proche d'Ali Khomeyni, ayatollah dont on a oublié qu'il a été formé dans les écoles du KGB, au moment où les Américains poussaient le Chah d'Iran à quitter le pouvoir.

Le ministre de la Défense, Mohammed Mostafa Najjar, né en 1956, est un Pasdaran. Au Liban, il a téléguidé les attentats qui, en 1983, ont frappé des Français et des Américains. Ami des Chinois et des militaires russes du GRU, il s'est occupé des programmes de missiles iraniens.

**Aujourd'hui, le pouvoir irakien mis en place par les Etats-Unis, coopère en fait depuis de nombreuses années avec les Pasdarans !** Braqués sur les projets nucléaires de l'Iran, Washington ne paraît pas s'apercevoir<sup>11</sup> d'un danger qui n'a cessé de se

<sup>11</sup> En réalité, il y a deux niveaux de commandement. Ceux qui exécutent sans nécessairement comprendre l'échec programmé de leur action militaire en terre étrangère (ce sont les *idiots utiles*). Ceux qui font passer les consignes et les décisions politico-militaires en vue de concrétiser un scénario de guerre mondiale.

développer depuis l'agression de l'Irak. Ce danger, sur la base du chiisme révolutionnaire, est directement mêlé au terrorisme qui frappe chaque jour ce pays. On peut vaincre un ennemi en bataille rangée, jamais radicalement lorsqu'il s'agit de commandos rapides qui disparaissent sitôt leurs actions ponctuelles exécutées. Les Soviétiques en ont vécu l'expérience en Afghanistan, et bien d'autres avant eux, dans l'Europe occupée, ou de 1945 à 1955 dans les pays satellisés.

**Le complexe militaro-industriel américain a peut-être maintenant rendu possible la réalisation de la prophétie de l'apocalypse de saint Jean (Ap 9, 14) concernant le lancement sur le monde de quatre armées réunissant deux cents millions de guerriers (« deux myriades de myriades ») reliés à l'Euphrate et armés de missiles : « le pouvoir de ces chevaux réside dans leur bouche et dans leurs queues : leurs queues en effet ressembleront à des serpents, elles ont des têtes et c'est par là qu'elles font du mal » (Ap 9, 19). Les Américains ont quitté l'Irak en laissant une situation explosive AU PROFIT de l'Iran.** Le pouvoir est désormais entre les mains des chiites et l'inculpation du vice-président sunnite, Tarek Al-Hachemi, pour « soutien et financement d'actes terroristes », illustre la tension existant entre ces communautés.

D'un autre côté, cela rappelle aussi le plan israélien de 1982. Les sunnites de Ninive (Mossoul), Anbar (ouest) et Salaheddine (centre), sont de plus en plus tentés par un statut d'autonomie, à l'instar des Kurdes, qui affaiblirait un peu plus l'unité irakienne<sup>12</sup>. Nous assisterons probablement prochainement au dénouement de ces luttes de pouvoir, dans un Moyen-Orient en ébullition. Il est manifeste que des cercles de pouvoir préparent l'embrasement d'une des régions les plus sensibles au monde. La question du moment choisi demeure la seule inconnue.

## **La France administrée par Nicolas Sarkozy est au bord de l'abîme**

En France, la situation du marché de l'immobilier confirme une nette dégradation. Selon l'observatoire Crédit logement/CSA, le montant des crédits immobiliers accordés par les banques a connu un très fort recul en janvier : -25,7 % par rapport à la même période en 2011. L'étude relève aussi que « le contrecoup du mouvement d'anticipation de la fin 2011 est sensible ». De fait, entre décembre et janvier, l'effondrement a été brutal : -49,4 %. Autrement dit, et comme le rapportait le service de renseignement privé

<sup>12</sup> Yonadam Kanna, un député chrétien irakien, résume bien la situation : « Les anciens opprimés - les dirigeants chiïtes - n'arrivent pas à croire qu'ils sont devenus les oppresseurs ; et les anciens oppresseurs - les dirigeants sunnites - n'arrivent pas à accepter qu'ils sont devenus les opprimés ».

américain EIR, les banquiers centraux de la BCE offrent des centaines de millions d'euros aux banques européennes pour acheter encore plus d'obligations souveraines à courtes échéances, mais il est hors de question de soutenir l'économie réelle.

Au-delà de la France, où beaucoup de changements surviendront après les prochaines élections présidentielles ET législatives, la situation des pays européens très endettés a contraint les techniciens de la finance à créer le MES (Mécanisme européen de stabilité). C'est le dernier des outils imaginés pour résoudre la crise des dettes souveraines. Il fonctionnera comme le FESF (Fonds européen de stabilité financière), qu'il finira par remplacer : il empruntera sur les marchés pour ensuite venir en aide aux pays en difficulté. Bien sûr, les pays européens doteront le MES en fonds propres, pour 80 milliards d'euros. **La France, elle, apportera 16,3 milliards d'ici à 2017, dont 6,5 milliards dès cette année.** Cela alourdira d'autant **notre dette publique, qui atteint déjà 1700 milliards.** Et cette facture n'est pas isolée. Dans le cadre de la première aide à la Grèce, décidée au printemps 2010, **la dette publique française a été alourdie de 11,3 milliards.** La France fera une contribution plus importante encore, évaluée à **23,4 milliards d'euros, au second plan de sauvetage grec.** Du fait de l'ensemble des engagements du FESF sur le Portugal, l'Irlande et la Grèce, la dette publique française devrait donc être alourdie de 38,5 milliards. **Au total, la facture pour la France de l'aide aux pays européens en difficulté devrait dépasser largement les 50 milliards !** Nous serons ainsi très prochainement mûrs pour une superbe dégradation par les agences de notation du *cartel bancaire*. Une évidence qui n'échappe pas à A. Merkel...

En début de mois, la chancelière Angela Merkel a entrepris une visite de deux jours en Chine où elle a plaidé la confiance dans la monnaie unique européenne. Les résultats de ce voyage furent extrêmement décevants. A son retour, elle a convoqué uniquement les pays ayant encore la note triple A, pour une réunion d'où rien n'a filtré. La France en fut donc exclue.

**PS. Attention : pour vos abonnements, ne tenir compte que des messages de LIESI. Des distributeurs avancent parfois le terme de votre abonnement par message INTERNET. Si vous voulez régler via Internet utilisez exclusivement le site sécurisé de Liesi à partir du blog liesidotorg.**

**Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales** – BP 18 – 35430 Châteauneuf (F)  
e-mail : liesiletter@gmail.com  
Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)

Abonnement annuel : 112 € (soutien : 122 euros).  
6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €.

Abonnement ECONOMIQUE : 24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.

Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**